

Brochure n° 3201

**Convention collective nationale**

IDCC : 2046. – **PERSONNEL DES CENTRES  
DE LUTTE CONTRE LE CANCER**

---

AVENANT N° 2009-03 DU 10 JUILLET 2009  
RELATIF À LA DÉTERMINATION DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE  
NOR : *ASET0950942M*  
IDCC : 2046

Entre :

La FNCLC,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet la prise en compte, dans la détermination de l'expérience professionnelle, des périodes travaillées sous contrat à durée déterminée.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification des articles 2.5.2.4.2 et 2.5.3.4.2  
« Détermination de l'expérience professionnelle »*

L'article 2.5.2.4.2 « Détermination de l'expérience professionnelle » pour le personnel non cadre est modifié comme suit :

« L'expérience professionnelle acquise pour la détermination de la présente prime s'entend :

- pour les salariés déjà en poste, par la durée du travail effectif réalisée au sein du centre, périodes en contrat à durée déterminée comprises

dans l'emploi occupé (y compris la période d'attente des résultats du diplôme), ou d'un autre centre, à l'exclusion de toute période de suspension du contrat de travail non indemnisée par l'employeur ; ».

Le reste de l'article sans changement.

## **Article 2**

### *Date d'application de l'accord*

Le présent accord entrera en vigueur dans tous les centres de lutte contre le cancer le premier jour du mois suivant l'épuisement de délai d'opposition.

## **Article 3**

### *Portée de l'accord*

Suite à la suppression de l'agrément pour les accords collectifs nationaux des établissements du secteur sanitaire à but non lucratif financés par la T2A, les dispositions du code du travail relatives à l'applicabilité des conventions collectives et accords collectifs nationaux (art. L. 132-5 et L. 135-2) et de l'article 1.1.1 de la convention collective nationale des centres de lutte contre le cancer définissant son champ d'application s'appliquent directement à la date d'application prévue à l'article 5.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)